Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Declaration-de-Gilbert-KOUESSI,1290

Déclaration de Gilbert KOUESSI, membre du PC Béninois à propos du Mali

- Internationale -

Date de mise en ligne : mercredi 30 janvier 2013

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

L'INTERVENTION FRANCAISE AU MALI,
UNE HONTE ET UNE HUMILIATION POUR L'AFRIQUE

Depuis le 10 janvier 2013, et l'intervention massive de l'armée française au Mali, les peuples africains se retrouvent face à une dure réalité : ils ne sont pas indépendants. Au lieu que cette situation nous fasse réfléchir pour voir pourquoi nous sommes tombés si bas, on assiste à (des) débats qui vont dans tous les sens en oubliant complètement les causes de la situation que nous vivons.

Il y a un an exactement, le Mali était présenté comme l'un des pays les plus démocratiques du continent, avec des élections à date fixe, un parlement multipartite avec au sommet de l'état, Amani Toumani Touré (ATT), qui paradait dans les conférences internationales avec ses grands boubous en « général démocrate ». Le Mali, dont l'armée était présentée comme une des plus puissantes de l'Afrique de l'ouest avec ses 400 généraux (!), était donc désigné comme l'exemple à suivre ; les élections se préparaient pour une nouvelle alternance ; bref tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

En 2011, en Libye, suite à la révolution tunisienne et à la chute de Ben Ali, les populations libyennes veulent aussi jouir de leur libertés ; elles commencent à contester le pouvoir du colonel Kadhafi ; c'est une aubaine pour les puissances occidentales qui trouvent là, l'occasion rêvée pour se débarrasser de ce colonel fantasque et empêcheur de piller en rond le pétrole de son pays. Pour cela, un tour de passe-passe à l'ONU suffit pour obtenir l'autorisation de la « Communauté internationale ». Comment alors, faire chuter à moindres frais le régime du colonel ? N'oublions pas que les peuples rechignent à voir leurs enfants embarqués dans des guerres qui ne les concernent pas. Il faut se contenter des frappes aériennes et éviter des combats au sol qui entraineraient beaucoup de morts dans les rangs des militaires de la « Communauté internationale ». Un deal a été fait avec les touaregs composants la garde rapprochée du colonel Kadhafi : « Vous prenez l'engagement de ne pas vous battre et on vous autorise à vous retirer dans le vaste désert malien avec vos armes, votre argent, vos voitures rutilantes etc.... » C'est ce qui fut donc fait ; car personne ne peut nous faire croire que les avions français qui bombardent ces gens aujourd'hui, n'avaient pas la possibilité, ensemble avec ceux des anglais et des américains qui étaient sur place de le faire pendant leur repli sur le Mali.

Y a-t-il eu d'autres promesses ? On ne le saura jamais. Toujours est-il qu'une fois arrivés dans le désert malien, ces militaires se sont constitués en un état dans l'état en avançant des revendications d'indépendance de leur région. N'oublions d'ailleurs pas que l'indépendance de L'AZAMAD a été proclamée depuis Paris. Lorsqu'ils ont commencé à attaquer les garnisons de l'armée malienne dans le nord, celles-ci tombaient les une après les autres. On s'est vite rendu compte que les 400 généraux maliens qui dirigeaient tout, de façon démocratique : chef de l'état, ministre de la défense, gouverneurs de régions, et tutti quanti, n'étaient en fait que des généraux d'opérettes et que l'armée malienne était une armée vermoulue. Le modèle démocratique malien qu'on nous présentait comme l'exemple à suivre, est apparu comme un régime corrompu et une démocratie de façade. La hiérarchie militaire malienne est apparue comme un commandement mafieux avec des généraux impliqués dans des trafics de toute sorte et qui ont laissé leurs troupes démunies et désemparées à la merci des fous du désert.

C'est d'abord contre cette situation que se sont révoltés les soldats maliens. Tout le monde sait que ce sont les épouses et les parents des militaires du rang qui ont commencé les protestations. C'est devant la colère des soldats et de leurs parents que s'est effondrée, « la démocratie exemplaire » malienne ; le coup d'état au Mali est la conséquence de l'incurie d'un état corrompu, d'un système mafieux, adulé à l'étranger comme un système démocratique. La réaction des dirigeants de la CEDEAO face au putsch fut immédiate : embargo contre le Mali et refus de lui livrer les armes bloquées dans les ports des autres pays, le Mali étant un pays enclavé. Face à ce soutien inespéré, il ne restait aux groupes armés du nord qu'à avancer leur pions ; ce qu'ils firent en décidant de s'arrêter là où ils voulaient. Quiconque maitrise un tant soit peu l'art de la guerre sait que c'est ce qui devait se passer. Mais aujourd'hui, vous trouverez des commentateurs qui vous diront que c'est le coup d'état militaire qui a permis aux groupes armés d'occuper le nord-Mali. Il suffit de se reporter à la chronologie des événements pour saisir le développement exact de la situation. Cet embargo scélérat contre le Mali lui a fait perdre près de 500 milliards de frs CFA et a entrainé la fermeture de plusieurs entreprises.

En agissant de la sorte, les dirigeants de la CEDEAO n'avaient pas en vue les intérêts du Mali ; ils pensaient d'abord à leur propre pouvoir. La situation dans leur pays étant semblable à celle du Mali, il fallait tuer dans l'oeuf cette aventure des soldats maliens. Quand ils ont commencé à gigoter en menaçant d'envoyer des militaires de la CEDEAO combattre les groupes rebelles, ils savaient tous qu'ils n'avaient pas d'armée capables d'accomplir cette

Copyright © Le Vénissian

tâche. OUATARA venait d'être installé par l'armée française et savait qu'il n'avait pas d'armée. Blaise Compaoré venait d'être sauvé par la France face à la révolte de ses soldats. Le Nigéria confronté à la lutte contre des groupes armés dans sa partie nord avait la tête ailleurs. Quant à YAYI BONI, il était le premier à savoir que les soldats béninois sont incapables d'aller faire une guerre dans le sahel. Les rodomontades et les menaces cachaient mal, l'impuissance de Présidents fantoches cherchant à sous-traiter une guerre.

Que nos pays n'aient pas d'armée digne de ce nom, le cas du Bénin est assez illustratif en la matière. Ici, ce ne sont pas les militaires qui sont en jeu, mais la formation et l'utilisation qu'en font les dirigeants politiques. L'armée béninoise compte 7 à 8000 hommes et femmes ; depuis qu'elle participe aux opérations de maintien de la paix, ce canal est devenu une source juteuse de rentrée d'argent ; pour participer à ces missions, il faut être recommandé et pour être même payé après, c'est la croix et la bannière ; à plusieurs reprises, les militaires ont dû protester ou menacer pour toucher leur solde. Arrivé au pouvoir en avril 2006, dès décembre 2006, Boni YAYI fait passer le 30 décembre 2006 sur les antennes des radios et télévisions un communiqué qui dit qu'en « appui à la mesure de gratuité de l'enseignement maternel et primaire », un comité interministériel renforcé de forces de police et de l'armée sillonnera pendant 3 jours (les 4, 5 et 6 janvier 2007) nos établissements de l'enseignement maternel et primaire. En conséquence, poursuit en substance le communiqué, tous les acteurs de ces ordres d'enseignement (enseignants, directeurs, élèves, parents d'élèves) doivent être à leur poste. Et tout contrevenant à ces injonctions serait « réprimé », conclut le communiqué. » Depuis, l'armée est utilisée à la répression intérieure. Depuis son arrivée au pouvoir, BONI YAYI a nommé plus de généraux que depuis 1960 ; bientôt le Bénin va atteindre les 400 généraux du Mali.

En 2012, l'armée béninoise a eu 3 chefs d'état-major différents. Les missions essentielles que lui a confiées « le chef suprême des armée(s) » ont été : encercler la bourse du travail avec les chars lors de la grève des enseignants ; faire circuler les chars dans la ville de Cotonou pour intimider la population ; aller braquer un bateau civil en pleine mer pour lui soutirer des intrants pour la campagne du coton ; aller dégager le port de Cotonou encombré par les camions en route pour l'intérieur du pays et les pays enclavés qui font passer leurs marchandises par le Bénin. La grande tâche stratégique confiée dernièrement à l'armée béninoise et qui est en cours, c'est le déploiement de l'armée sur toute l'étendue du territoire pour la lutte contre l'essence de contrebande dite « KPAYO ». Last but not least, YAYI BONI lui-même a pris en charge le ministère de la Défense, non pas pour contrer une agression extérieure imminente mais contre l'ennemi intérieur. A chaque crise sociale, YAYI BONI réunit le « Haut Commandement militaire » pour solliciter son appui et lui confier des tâches de répression. Comment s'étonner que dans ces conditions lorsque des problèmes de la vraie guerre se posent, l'armée ne soit pas à la hauteur ? C'est tout simplement parce que les armées africaines, malgré la formation de leurs membres, sont détournées de leurs tâches initiales qui sont la défense et la préservation de la sécurité du territoire et de l'intégrité territoriale.

Après Les indépendances formelles de 1960, que les dirigeants de nos pays en soient réduits à faire appel à l'ancien pays colonisateur pour défendre l'intégrité de leur territoire est une honte et une humiliation pour les peuples africains. La question que doit se poser l'intelligentsia africaine ce n'est pas : est-on pour ou contre cette intervention de la France ? Mais pourquoi en sommes-nous là ? Pourquoi les pays asiatiques qui ont subi le même colonialisme que nous ne subissent pas ces humiliations continuelles ? Et nous verrons que c'est parce que nous ne sommes pas libres et que cette situation arrange et favorise les intérêts de l'ancien colonisateur. Ce n'est pas pour rien que tous ceux qui ont voulu lutter dans le sens de la véritable indépendance ont été éliminés.

Qui peut penser qu'un gouvernement malien, après cette guerre pourra s'assoir et discuter d'égal à égal avec le gouvernement français ? Quel gouvernement malien pourra dire au gouvernement français : « nous préférons confier l'exploitation de telle mine à une société autre que française parce qu'elle nous propose quelque chose de mieux » ? Sait-on que c'est le gouvernement irakien qui a payé le coût de l'intervention américaine et que la Libye est en train de payer les frais de la guerre contre Kadhafi ?

Dans la réalité, cette infantilisation permanente dans laquelle végète l'Afrique, arrange l'ancien maitre colonialiste et ses chiens de garde qui y trouvent leur compte.

Pour les peuples d'Afrique, c'est la honte et l'humiliation. Tout ceci ne peut qu'entrainer l'indignation et la colère.

Voilà pourquoi, pour les peuples africains, pour les progressistes africains, il faut se dresser contre les analyses clé en main que nous servent nos ennemis ; il faut s'engager dans la voie qui nous permet de nous débarrasser de ces fausses démocraties, de ces pouvoirs mafieux et de leurs maitres qui empêchent le continent africain d'avancer.

Paris le 16 janvier 2013

GILBERT KOUESSI

Copyright © Le Vénissian